

CRISE AU SEIN DES SMA

Benbraham s'en remet au conseil national

La guerre des positions bat son plein au sein des SMA (Scouts musulmans algériens). Quelques jours seulement après la sortie médiatique de ses opposants, le commandant général sort de sa réserve et contre-attaque. Il annonce la tenue d'une réunion extraordinaire du conseil national des SMA, les 26 et 27 août prochains, le lieu sera fixé ultérieurement.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'annonce a été faite par le biais d'un communiqué rendu public hier et portant la signature du commandant général des SMA. Noureddine Benbraham fera savoir à cet effet que «suite à la demande des 39 coordinateurs de wilaya et à la décision prise par le conseil d'administration qui s'est tenu le vendredi 22 août, sous la présidence du commandant général, il été décidé de la tenue d'une réunion extraordinaire du conseil national».

Cette nouvelle sortie du commandant général des SMA intervient quelques jours seulement après celle de ses détracteurs. Ces derniers, lors d'une conférence de presse animée au siège de la représentation d'Alger, n'y sont

pas allés par trente-six chemins pour disqualifier celui qu'ils appellent «d'ex-commandant général des SMA», l'invitant à «quitter les rangs du Mouvement de scouts algériens».

Les opposants à Noureddine Benbraham, réunis le 14 août dernier, ont décidé la convocation d'une session extraordinaire du conseil national qui doit se tenir le 28 août prochain au camp international de Sidi-Fredj. A l'ordre du jour de cette rencontre, la «mise sur pied d'une instance nationale de redressement de la ligne du Mouvement scout, chargée d'établir les contacts et de préparer le conseil national en question».

Pour cela, un appel est lancé en direction des anciens cadres et commandants des scouts, à



Benbraham dénonce le complot ourdi contre lui.

coopérer avec cette instance et à boycotter toutes les activités et les réunions auxquelles appelle «l'ancien commandant général». Pour rappel, lors de la conférence de presse tenue au siège de la mouhafada de la wilaya

d'Alger, Youcef Serrir et Mounir Aït Yala, respectivement coordinateur des wilayas d'Alger et d'Oran, ont porté de graves accusations à l'encontre de M. Bebraham.

Au chapitre des dépassements statutaires et

réglementaires, notamment par rapport à la loi 31/90 relative aux associations, ils l'accusent de non-installation de l'adjoint au commandant général des mourchidate pour les structures de six wilayas et de création d'un poste de

chargé de missions auprès du commandant général et de groupes de scouts en dehors des cadres réglementaires et sans consultation des mouhafadate de wilaya habilitées par la loi, de la suspension de trois membres du conseil d'administration, de la dissolution de la mouhafada d'Alger, de dépassement des délais réglementaires pour la tenue des sessions du conseil d'administration et du conseil national.

Des propos que le commandant général réfute, considérant plutôt que ses détracteurs «travaillent pour le compte d'un parti politique et de son président dans la seule perspective de l'évincer de la tête des SMA». M. Benbraham parle de «véritable complot» orchestré contre lui et dira que «les masques vont tomber très prochainement».

Vraisemblablement, le commandant général des SMA rendra compte de cette situation lors de la réunion du conseil national dont le lieu est gardé secret pour le moment.

A. B.

ACTIONS ARMÉES DU FLN SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Un pan de l'Histoire peu évoqué

Comment la révolution algérienne a-t-elle été portée sur le sol français ? Tel est le thème d'une rencontre débat qu'a abritée hier le centre de presse du quotidien El Moudjahid, à l'occasion de la commémoration du double anniversaire du 20 Août 1955 et 1956, par l'association Mechaâl Echahid.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - L'organisation d'actions armées sur le sol français était l'un des éléments qui ont accéléré le processus de libération de l'Algérie du joug colonial français, ont estimé les différents invités du centre de presse d'El Moudjahid. L'année 1958 est considérée comme le point de départ de ce genre d'actions, a déclaré Abdelmadjid Chikhi, ancien moudjahid et actuel directeur du Centre national des archives.

Cette année, a-t-il ajouté, coïncide en fait avec l'arrivée du général Charles de Gaulle au pouvoir. Ce dernier avait, en fait, décidé d'étouffer la guerre de Libération en resserrant l'étau sur les troupes de l'ALN qui commençaient ainsi à manquer de soutien

populaire, de munitions et de nourriture dans les maquis. En réaction à cette contre-attaque de de Gaulle, le FLN a donc décidé de porter la guerre sur le sol français et mieux faire entendre la voix de l'Algérie à l'étranger.

Chikhi n'a pas toutefois manqué de rappeler que c'est à partir de la France que la révolution algérienne a commencé au début des années 1930.

À partir de 1958, la France, qui était considérée comme une base-arrière de la lutte des Algériens pour leur libération, est transformée en un véritable champ de bataille. «C'était le second front que le FLN avait créé pour combattre les Français», a expliqué Chikhi. «Nous avons des objectifs autres que celui de

desserrer l'étau sur notre armée en Algérie. Il fallait aussi soustraire l'immigration algérienne de l'influence de Messali El Hadj et prouver qu'il n'est pas le déclencheur de la guerre de Libération», a expliqué, par ailleurs Rabah Bouaziz, ancien maquisard et l'un des responsables des actions armées du FLN en France.

L'orateur, qui a participé à l'une des plus importantes opérations de sabotage sur le territoire français, a indiqué que cette action s'inscrivait dans le cadre des décisions prises par Abane Ramdane et Larbi Ben M'hidi, lors de la tenue du congrès historique de la Soummam, le 20 août 1956.

«Il fallait attirer l'attention des Français sur ce que faisaient leurs gouvernants en Algérie. Et c'est en créant un climat d'insécurité sur le territoire français qu'on pouvait les pousser à réfléchir sur les exactions de l'armée française en Algérie», a encore déclaré Bouaziz.

Le sabotage d'un centre de stockage du pétrole à Marseille était le point de départ des actions armées du FLN en France. D'autres actions, individuelles surtout, ont été organisées durant les jours et les semaines d'après.

Certaines ont échoué devant la vigilance de la police française ou à cause de la défectuosité du matériel utilisé, a expliqué Bouaziz. Au total, ce sont 56 opérations armées qui ont été menées, selon un bilan officiel des Français. Le nombre de morts a dépassé les deux cent personnes.

Les intervenants à la rencontre d'hier ont estimé que le thème débattu mérite l'attention des historiens, des auteurs et des metteurs en scène afin que les générations futures puissent prendre connaissance du rôle joué par nos immigrés, en France avant et durant la guerre de Libération nationale.

L. M.

EN SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DU TERRORISME

Le cycliste Sahraoui sur la route Tizi-Ouzou-Bouira

Le cycliste Abderrahmane Sahraoui effectuera aujourd'hui, dès 8 h du matin, portant le drapeau national et à ses frais, un parcours menant de Tizi-Ouzou à Bouira en passant par les Issers.

Une tournée à vélo dans une région récemment meurtrie par des actes terroristes, à travers laquelle ce cycliste a voulu témoigner de sa solidarité envers les victimes et appeler à «la vigilance» pour contrecarrer le «terrorisme aveugle». Mais aussi, dira Abderrahmane Sahraoui, hôte hier de notre rédaction et qui a tenu à rendre hommage aux habitants de Béni-Douala, «ils sont dans mon cœur», dira-t-il, pour appeler les jeunes de Kabylie à «s'unir».

Une initiative personnelle qui n'est pas la première pour ce cycliste, âgé de 41 ans, père de deux enfants et fonctionnaire de son état. Depuis plus de 10 ans, Abderrahmane entreprend chaque année une tournée à travers divers points du territoire national, soit en signe de solidarité avec les victimes de tragédies naturelles ou de terrorisme, ou pour dénoncer les méfaits de la drogue ou du suicide.

Connu en Algérie, ce cycliste, qui a débuté son parcours sportif en 1984, mériterait d'être appuyé pour représenter dignement notre pays au niveau international.

R. N.